

Se réappropriier la chaîne alimentaire

Du jardin à la cuisine, en passant par le marché

REGARDS



rcmcall

François Régimbal

*professeur, sociologie
Cégep du Vieux-Montréal
membre du CREMIS*

*Caroline Lao Se Mai
Corrine Roy
Anne David
Élie Lalonde
Charles Vary*

étudiant.e.s au Cégep du Vieux Montréal

En 2012, l'insécurité alimentaire touchait 4 millions de personnes au Canada, dont 1,15 million d'enfants, soit un enfant sur six (Tarasuk et al. 2012). Les groupes les plus touchés sont les familles monoparentales, les femmes, les autochtones, les personnes à faible revenu, les personnes seules, les personnes vivant en colocation (souvent aux études) et les familles avec des enfants âgés de 5 à 12 ans. Au Québec et ailleurs il y a pourtant un foisonnement d'initiatives communautaires et citoyennes proposant des solutions, souvent partielles, à ces problèmes d'insécurité alimentaire, que ce soit des jardins communautaires ou collectifs, des marchés de quartier ou ambulants, des banques alimentaires ou des cuisines collectives, entre autres. Nous présentons dans cet article les éléments saillants d'une recension d'écrits portant sur quelques-uns de ces types d'initiative associés à la production, la distribution et la préparation/transformation des aliments : les jardins collectifs, les marchés de quartier et les cuisines collectives.¹

Jardins communautaires

L'agriculture urbaine, plus précisément celle qui est associée aux jardins communautaires, serait, selon Payant-Hébert (2013), un moyen efficace de contrer l'insécurité alimentaire, plus de 15 % des denrées alimentaires mondiales provenant déjà de ce type d'exploitation (Duchemin, et al., 2010). Les deux grandes guerres auraient notamment joué un rôle en incitant les gouvernements à se tourner vers ce type d'agriculture afin de nourrir la population (Vivre en ville, 2012). Au Québec, c'est au début des années 1970 qu'on voit émerger des projets visant à aider les populations locales à pratiquer ce type d'agriculture en milieu urbain (Boulianne, 2001). À Montréal notamment, le programme municipal des jardins communautaires a débuté en 1975, et 97 jardins seraient en activité en 2016.²

Pour Duchemin et al. (2010), les jardins communautaires sont « multifonctionnels », répondant non seulement à des besoins de sécurité alimentaire et économique, mais aussi à des besoins de santé (par la consommation d'aliments sains), de loisirs et d'aménagement urbain. Les jardins communautaires sont aussi des lieux de socialisation soutenue où émergent des initiatives diverses qui ont des répercussions multiples (Boulianne et al., 2010). Duchemin et al. (2010) soulignent leur contribution à l'« empowerment » – à travers l'organisation des lots, le choix des produits cultivés, la distribution des tâches et la planification du travail –, particulièrement chez les jardinières qui représentaient déjà en 2001 entre 60 % et 95 % des personnes s'investissant dans ce type de jardin au Québec (Boulianne, 2001). Pour les nouveaux arrivants aussi les jardins communautaires représentent parfois une manière efficace de se constituer un nouveau réseau social (Tozzi et D'Andrea, 2014).

Ce type d'initiative peut offrir également la possibilité de résister aux dynamiques de pouvoir dans lesquelles sont prises les populations urbaines. Negri et al. (2008 : 19) parlent des « jardins urbains » comme des « espaces biopolitiques » (ou de « résistance au biopouvoir ») qui sont gérés collectivement dans des villes où les « phénomènes de reproduction de la vie organisée (sociale, politique) sont contrôlés, captés et exploités selon les règles de la société capitaliste ». Pour Petcou et Petrescu, (2008 : 106) les jardins collectifs peuvent ainsi devenir « des endroits de désapprentissage des usages assujettis au capitalisme et de réapprentissage d'usages singularisés, en produisant une sub-

jectivité collective et spatiale propre aux sujets investis ». Dans le même ordre d'idées, Rancière (1998) parle du « but commun » qu'on retrouve dans ce type de jardin, entraînant la responsabilité du jardinier envers l'autre et contribuant ainsi à la création de nouveaux rôles sociaux et identités sociales, à l'intérieur comme à l'extérieur du jardin.

Toutefois, Daclon Bouvier (2001) qualifient les jardins communautaires d'« espaces ambigus » puisqu'on cherche à créer une communauté alors qu'à la base l'activité a tendance à demeurer solitaire. Ainsi, parmi les jardiniers rencontrés, 6 sur 10 disent souhaiter jardiner seuls. De plus, les listes d'attente pour l'attribution d'une parcelle de jardin sont souvent très longues. Les délais proviennent, entre autres, du fait que l'accès à ces jardins n'est pas restreint aux personnes connaissant une grande insécurité alimentaire.

Marchés de quartier

Les aliments parcourent généralement de longues distances avant d'être consommés. Ce qu'on nomme le « circuit long » est caractérisé par la multiplication des intermédiaires impliqués dans la production, la transformation et la distribution (Yorn, 2012). L'étalement urbain et l'éloignement des villes par rapport aux régions agricoles participent à la prolifération de ce type de circuit (Lagane, 2012). Dans le cas du Québec, Yorn considère que la mise en place de circuits courts représente une solution intéressante, non seulement pour la qualité des aliments au moment de leur consommation, mais aussi pour les problèmes économiques vécus par les agriculteurs. À Montréal, plusieurs solutions ont été mises en place afin de proposer des alternatives au modèle dominant de distribution des aliments : par exemple, développement de marchés de quartier, de marchés ambulants en vélo (Fruixi) et de « dépanneurs fraîcheur » – dans les quartiers qualifiés de « déserts alimentaires ».

Selon une étude menée à Marseille par Lagane (2012), le « marché de quartier » représente une solution efficace à l'insécurité alimentaire. Cette solution permettrait d'éviter les réseaux d'alimentation « à la chaîne », impliquant, entre autres choses, divers procédés de transformation, des systèmes complexes de transport et des pratiques de suremballage. De tels marchés facilitent l'accès des consommateurs aux aliments frais, tout en renforçant les liens entre « cité et campagne ». Cette proximité entre clients et agriculteurs valorise le travail de ces derniers tout en permettant une meilleure com-

«Ce type d'initiative peut offrir la possibilité de résister aux dynamiques de pouvoir dans lesquelles sont prises les populations urbaines»

préhension des produits consommés. Enfin, l'installation de ce type de marché « paysan » encourage un système alimentaire plus écologique, avec l'émergence de jardins collectifs, la vente directe (en lien avec un aménagement urbain favorisant la semi-piétonnisation) et, en général, l'essor de l'« écocitoyenneté ».

Malgré l'apparente simplicité de cette solution, plusieurs obstacles se dressent devant la mise en place des marchés de quartier. Par exemple, selon Paulais et al. (2000) et Pierre (2006), l'absence de prise en charge étatique des marchés de quartier dans le contexte africain peut constituer un obstacle majeur à leur mise en place en tant que solution à l'insécurité alimentaire, tout en soulevant des problèmes de contamination et d'intoxication alimentaire dans les marchés existants. Le problème de la gestion de ces marchés peut générer également des inégalités en termes d'offre alimentaire et de volatilité des prix. Le même constat est formulé par Bukome et Merenne-Schoumaker (1988) au sujet des marchés « flottants » à Lubumbashi. Ces marchés ne constituent pas une solution pour un bon nombre d'acheteurs, malgré le fait que les produits soient vendus moins cher qu'en épicerie, car leur nature temporaire place les acheteurs en situation d'incertitude et donc, potentiellement en situation d'insécurité alimentaire.

Cuisines collectives

Les femmes se retrouvent souvent avec la responsabilité de cuisiner jour après jour, pour toute leur famille, sans rémunération, parce que préparer des repas est, pour elles, perçu comme une tâche « naturelle ». Suivant cette logique, c'est aux femmes que revient généralement la charge d'assurer la santé de leur famille en cuisinant des plats variés. Ainsi, l'achat des aliments, la préparation des mets et la transmission des manières de table sont des tâches qui ont tendance à être associées aux femmes (Vizcarra Bordi, 1999). C'est donc sans surprise qu'on retrouve les femmes au cœur des cuisines collectives, et ce, malgré le fait que de nombreux bénévoles soient de sexe masculin

«Les cuisines collectives, tout comme les jardins communautaires, peuvent contribuer à briser l'isolement social»

(Lavoie, 2012). En effet, les cuisines collectives sont des lieux où des femmes – souvent des mères monoparentales – se regroupent afin de répondre aux besoins alimentaires de leur famille et ce, à moindre coût. Lavoie (2012) constate que, dans les cas étudiés, les cuisines collectives permettent de préserver la dignité des participantes, puisqu'elles se distinguent des approches fondées sur la charité, tout en favorisant une saine alimentation, surtout là où les menus sont élaborés avec l'aide d'une nutritionniste. L'amélioration des conditions de vie des femmes observées, vivant souvent sous le seuil de la pauvreté, serait ainsi favorisée par la mise en place de ces espaces d'échanges autour de la préparation des mets, avec des personnes vivant des situations similaires. Les cuisines collectives, tout comme les jardins communautaires, peuvent contribuer de cette façon à briser l'isolement social. S'ajoutent parfois des ateliers sur des sujets divers ainsi que des services visant l'amélioration de la qualité de vie, comme des garderies à prix modique (Lavoie, 2012; Fréchette et Sénéchal, 1997).

Des expériences traditionnelles péruviennes de solidarité autour de cuisines collectives, menées par des femmes, ont été une source d'inspiration pour la création de cuisines collectives au Québec, dont celle développée par deux femmes du quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1986 (Fréchette, 1997a; Lavoie, 2012). Plusieurs des cuisines collectives québécoises ont été développées au sein du Regroupement des cuisines collectives qui s'inspire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* en ayant comme objectifs « la lutte à la pauvreté, la justice sociale, et [...] l'accès à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable et, en tout temps, un pouvoir d'achat adéquat » (Lavoie, 2012 : 185; Fréchette et Sénéchal, 1997).

Depuis les années 1980, les cuisines collectives ont continué à se développer dans les différentes régions du Québec, avec les mêmes objectifs de socialisation et d'échanges entre personnes d'horizons variés, tout en gardant le cap sur le développement des savoirs en alimentation et la sécurité alimentaire des familles (Lavoie, 2012).

Alimentation et indépendance

Ces initiatives visent une (ré)appropriation des différents aspects de l'alimentation. Par les jardins communautaires, on favorise la réappropriation du plaisir de jardiner, ainsi que le développement ou le maintien de connaissances qui peuvent se perdre peu à peu (quand elles ne

sont pas déjà perdues) et ce, dans des espaces de coopération, contribuant ainsi à diminuer l'isolement de certaines personnes, notamment des femmes, dans la vie quotidienne. Les marchés de quartier permettent aussi le rapprochement entre des personnes qui produisent et d'autres qui consomment, éliminant par la même occasion plusieurs intermédiaires, ce qui réduit le coût des aliments. Ce rapprochement permet de se réapproprier du pouvoir en tant que consommateur habituellement dépendant de l'industrie agroalimentaire et des grandes chaînes de distribution. Finalement, les cuisines collectives permettent l'appropriation des connaissances et compétences nécessaires à la préparation de repas équilibrés et à faible coût, dans un contexte, encore une fois, de plaisir et de partage.

L'insécurité alimentaire ne se résume pas à un accès quantitativement et qualitativement difficile aux aliments. Elle relève aussi de diverses formes de dépendance vis-à-vis de certains acteurs de la chaîne alimentaire. C'est ainsi que nous comprenons les initiatives dans le champ de la sécurité alimentaire comme autant d'efforts favorisant la réappropriation des multiples facettes de l'alimentation.



Notes

1. Cette recension des écrits est le fruit d'un travail collectif qui s'est réalisé dans un cours de sociologie au Cégep du Vieux-Montréal, lors de la session d'hiver 2016.
2. Portail de la Ville de Montréal.

Références

Boulianne, Manon (1999). « Le potentiel des jardins communautaires pour le développement des collectivités locales: éléments pour l'analyse de l'intervention au Mexique et au Québec », https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etude-de-cas-entreprise/CRISES_ES9910.pdf.

- Boulianne, Manon (2001). « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois. Empowerment des femmes ou "domestication de l'espace public"? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n° 1, p. 63-80.
- Boulianne, Manon, Olivier D'Avignon, Geneviève et Galarneau, Vincent (2010). « Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec », *VertigO – La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 10, n° 2, [en ligne] : <https://vertigo.revues.org/9930>.
- Bukome, Itogwa, et Merenne-Schoumaker, Bernadette (1988). *Le commerce « flottant » alimentaire à Lubumbashi (Zaire)*, *Cahiers d'Outremer*, vol. XLI, p. 61-79, [en ligne] : <http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/72305>.
- Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (2012), *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir*, Québec, Gouvernement du Québec http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/file/dossiers%202012%20fevrier/rapportfr_haute.pdf
- Daclon Bouvier, Nathalie (2001). *La dynamique sociale entourant les jardins communautaires : l'individu, le groupe et le jardin. Le cas de Montréal*. Mémoire de maîtrise en études urbaines. Sainte-Foy : Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique.
- Duchemin, Éric, Wegmuller, Fabien, et Legault, Anne-Marie (2010). « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers », *VertigO – La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 10, n° 2, <https://vertigo.revues.org/10436>.
- Fréchette, Lucie (1997a). *Les cuisines collectives du Pérou : un itinéraire de 20 ans*, Hull, Université du Québec à Hull, Cahiers du GÉRIS, Série « Pratiques sociales » n° 4, 30 p.
- Fréchette, Lucie (1997b). *Les cuisines collectives. Une intervention au carrefour de l'entraide et du développement local*, Document synthèse, Hull, Université du Québec à Hull, GÉRIS, 19 p.
- Fréchette, Lucie, et Sénéchal, Julie (1997). « La cuisine collective, un mode d'intervention familiale et communautaire prometteur axé sur la prévention sociale et le développement local », Acte de colloque, dans Louise S. Ethier et Jacques Alary (dir.), *Comprendre la famille : actes du 4e Symposium québécois de recherche sur la famille*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 437-455.
- Lagane, Jean (2012). « L'essor des marchés paysans à Marseille. Entre pratiques de communication citoyenne et écologisation », *Questions de communication*, n° 22, [en ligne] : <https://questionsdecommunication.revues.org/6936>.
- Lavoie, Gertrude (2012). « Les cuisines collectives au Québec : mémoires d'une pionnière », Québec, Collectif québécois d'édition populaire.
- Negri, T. (discussion avec Petcou, C., Petrescu, D. et Querrien, A.) (2008). « Qu'est-ce qu'un événement ou un lieu biopolitique dans la métropole ? » *Multitudes*, 31, 17-30.
- Paulais, T., et Wilhelm, L. (2000), *Marché d'Afrique*, Paris, Éditions Karthala.
- Payant-Hébert, Renaud (2013). *La contribution des jardins collectifs urbains contre l'insécurité alimentaire*, Mémoire de maîtrise (Études urbaines), Québec, INRS http://espace.inrs.ca/2450/1/Payant-Hebert_Renaud_MA_2013.pdf
- Petcou, Constantin, et Petrescu, Doina (2008). « Agir l'espace : notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous », *Multitudes*, vol. 4, n° 31, p. 101-114.
- Pierre, J. (2006) « L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural sahélo-soudanien » *Afrique contemporaine* (n° 217), p. 91-105. www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2006-1-page-91.htm
- Portail officiel de la Ville de Montréal (2016), [en ligne] : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,68853571&_dad=portal&_schema=PORTAL.
- Rancière, Jacques (1998). *Aux bords du politique*, Paris, Folio.
- Tarasuk, Valérie, Mitchell, Andy, et Dachner, Naomi (2013). *Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012*, Toronto, PROOF, [en ligne] : http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2014/05/Household_Food_Insecurity_in_Canada-2012_FR.pdf.
- Tozzi, Pascal, et D'Andrea, Nicolas (2014). « Écoquartiers français et jardins collectifs : actualité et perspectives », *VertigO – La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 2, [en ligne] : <https://vertigo.revues.org/15031>.
- Vivre en ville – Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable (2012), *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*, Mémoire présenté à L'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, https://vivreenville.org/media/4480/venv_agriurb_collviables_mtl_14juin2012.pdf.
- Vizcarra Bordi, Ivonne (1999). « Au-delà de l'assiette. L'acte alimentaire dans la société et la culture (essai bibliographique) ». *Anthropologie et sociétés*, vol. 23, n° 2, p. 145-151, [en ligne] : <https://www.erudit.org/revue/as/1999/v23/n2/O15605ar.pdf>.